

Le Réseau de l'Atlantique du Nord — Alliance alternative
Pour un Atlantique du Nord dénucléarisé
Towards a non-nuclear northern atlantic: The North Atlantic
Network—An alternative alliance
En pro de la desnuclearización del Atlántico Norte: la red del
Atlántico Norte/Alianza Alternativa

Jan Williams

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034576ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034576ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Williams, J. (1984). Le Réseau de l'Atlantique du Nord — Alliance alternative : pour un Atlantique du Nord dénucléarisé. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 187–192.
<https://doi.org/10.7202/1034576ar>

Résumé de l'article

Il y a actuellement une « escalade invisible » dans l'Atlantique du Nord où plusieurs milliers de missiles nucléaires (air et mer) sont déployés à des fins de contrôle et de défense des lignes de communication maritimes. Lieu par excellence de la confrontation Est-Ouest, la sécurité des populations environnantes s'en trouve menacée. Des groupes pacifistes de l'Écosse, de l'Islande et d'ailleurs ont décidé de mettre sur pied le « Réseau de l'Atlantique du Nord ». Ce réseau, avant tout lieu d'échange d'informations, se veut aussi « Alliance alternative » au sens où il envisage une éventuelle transformation de l'actuelle politique de confrontation des deux grands.

Le Réseau de l'Atlantique du Nord Alliance alternative

Pour un Atlantique du Nord dénucléarisé

J. Williams



Le Réseau Atlantique du Nord — L'Alliance alternative

Le Glasgow END (Désarmement nucléaire européen) est un groupe de militants qui travaillent au sein du mouvement pour la paix en Écosse. Nous faisons partie de ceux et celles qui travaillent pour une zone dénucléarisée pour toute l'Europe (Appel du DNE, 1980). L'idée d'une conférence sur la militarisation de l'Atlantique du Nord nous est venue à la suite d'une conférence que nous avons organisée à Glasgow en avril 1982 pour les militants des groupes de la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire) sur le thème « Le désarmement nucléaire en Europe ». Il y avait environ deux cents personnes, le matin, dans les groupes de travail et plus de quatre cents, l'après-midi, pour une séance publi-

que. À cette occasion, nous avons invité plusieurs personnes de l'Islande, du Pays de Galles et de l'Angleterre à discuter du contexte et de l'histoire du mouvement dans leurs pays. Parmi eux, il y avait un représentant venant de la campagne *Keep NATO Out* de l'île de Lewis sur la côte ouest de l'Écosse (où il y a une base militaire de l'OTAN) et un représentant de la *Campagne contre les bases militaires* venu de l'Islande.

À cette conférence de Glasgow, en 1982, nous avons discuté de la place stratégique de l'Écosse et nous avons découvert l'importance de l'Islande comme base militaire dans les stratégies des États-Unis et de l'OTAN, dans le contexte de l'Atlantique du Nord. Il est devenu évident que nous avons beaucoup de problèmes et de questions en commun et qu'il devenait important

En comparaison avec les 7 000 missiles de croisière en train d'être déployés dans des avions, des navires et des sous-marins, les 464 missiles de croisière situés sur la terre ferme et déjà partiellement installés en Europe de l'Ouest peuvent sembler moins importants¹.

No to Nuclear Weapons,
Anders Hellebust, Norvège.

L'insistance croissante de l'ONU sur la capacité de mener une guerre prolongée en Europe crée des tensions montantes pour un contrôle total de l'océan Atlantique et la défense des « lignes de communication maritimes » de plus en plus avancées, même jusqu'en eaux territoriales soviétiques.

Cependant, les capacités croissantes de la Marine soviétique, et, plus particulièrement, leur insistance grandissante sur une présence navale en temps de paix dans plusieurs parties du monde font de l'accès libre des bases de la Péninsule Kola aux océans ouverts, un élément vital de leur stratégie¹.
Glasgow END, Malcolm Spaven, Écosse.

188 de s'informer des situations particulières de chaque pays afin de comprendre le contexte global. Nous avons donc décidé, à la suggestion du délégué islandais, d'organiser une deuxième conférence à Glasgow pour 1983, sous le thème « Conférence pour l'Atlantique du Nord dénucléarisé », la course aux armements nucléaires en Atlantique du Nord étant l'un des aspects les plus menaçants de la situation actuelle.

Il y a déjà plusieurs réseaux européens non-alignés qui existent, dont l'*IPCC* (International Peace Communication and Coordination) coordonné par l'*IKV* (Conseil inter-Églises pour la paix, Pays-Bas) ; le *Comité de liaison*, qui organisa les Conventions européennes de Bruxelles, Berlin et Pérouse, en est un autre. Ces réseaux ont aussi des contacts avec les groupes et les comités de paix affiliés au *Conseil mondial de la paix*. Pour la conférence, nous avons invité toutes les personnes susceptibles d'être intéressées. Par exemple, de Finlande, nous avons invité les groupes non-alignés (*Comité des 100* et *Union de la paix de la Finlande*), ainsi que le *Comité de la paix en Finlande*. Le secrétaire général du Comité de la paix est venu, alors que les autres groupes se sont abstenus faute de ressources. C'est un problème que nous connaissons tous : pas assez d'argent, de temps ou de personnel pour toutes les tâches que nous voulons accomplir, étant toujours

très optimistes ! Les groupes européens représentés à Glasgow l'an dernier, étaient, pour la plupart, des groupes non-alignés : *CND* Irlande ; *Non aux armes nucléaires*, Norvège ; *Paix et arbitrage*, Suède ; *Campagne contre les bases militaires*, Islande ; *Non aux armes nucléaires*, Danemark ; *CND*, Écosse (coordonnateur de la conférence avec le DNE de Glasgow). Il y avait aussi un journaliste du journal *Land of Folk* qui est associé au *Conseil mondial de la paix*. Nous avons aussi invité les militants des groupes locaux du *CND* particulièrement impliqués dans la stratégie militaire de l'OTAN au niveau des installations militaires locales. Nous avons même, pendant la conférence, fait visiter à tous les représentants internationaux, la base américaine de « Holy Loch », à 60 km de Glasgow, où se trouvent les sous-marins portant les missiles stratégiques *Polaris*, afin qu'ils puissent voir l'impact qu'une base de 4 500 personnes peut avoir sur une communauté locale.

Cette conférence a duré trois jours, le temps estimé nécessaire pour établir, non seulement des connaissances au niveau de l'information, mais aussi pour faire des contacts personnels que nous considérons comme essentiels. L'amitié et la confiance sont même plus importantes que l'expertise. Il y avait, cependant, un travail énorme à faire pour s'informer sur les questions d'ordre stratégique et militaire, sur la situation de différents mouvements dans les divers pays et pour en tirer les implications politiques. À la fin de cette rencontre, nous avons fait une déclaration qui montrait notre désir de travailler ensemble et de chercher un dialogue avec d'autres pays de l'Atlantique du Nord, afin de les inviter à notre prochaine rencontre à Reykjavik, en Islande, en 1984. Nous avons estimé, plus particulièrement, que des contacts avec des militants du Canada, des États-Unis, du Groen-

land et des îles Féroé seraient très importants. Nous avons aussi mis en place un « groupe de coordination » pour aborder les préparatifs de la conférence de Reykjavik².

Les moyens pour organiser une telle conférence viennent de nos propres ressources humaines et financières. Nous considérons que ces dernières sont collectives. Nous ne sommes par une « organisation » avec un bureau administratif quel que part ; l'idée est que tous ceux qui font partie du Réseau de l'Atlantique du Nord envoient leur information et fournissent leurs matériaux à tout le monde. Même pour le groupe de coordination, il y a un problème de ressources ; presque toutes les personnes engagées sont déjà dans plusieurs projets et il devient difficile de trouver le temps nécessaire. Un point central de discussion est donc celui de l'organisation des liens pratiques entre les groupes en Europe, au Groenland, en Islande, au Canada et aux États-Unis qui correspondent à nos ressources et au type de rapport que nous voulons développer entre nous.

Les membres du réseau peuvent être des chercheurs qui s'intéressent à la recherche sur la militarisation et ses effets, les groupes de paix locaux et les campagnes de professionnels, mais aussi des chercheurs journalistes et des chercheurs amateurs. Il y a donc des chercheurs qui sont devenus militants pour la paix et des militants qui sont devenus chercheurs. Les chercheurs, surtout dans les pays scandinaves et en Islande, ont fourni les données de base pour nos discussions. Dans ce contexte, le travail de *No to Nuclear Weapons*, en Norvège depuis 1981, intitulé *Une zone dénucléarisée dans les pays nordiques*, et qui a abouti à la déclaration des mouvements non-alignés du Danemark, de la Norvège, de la Finlande, de l'Islande, de la Suède et des îles Féroé en avril 1983, représente une expé-

rience collective qui contribue beaucoup à nos discussions³.

Nous n'avons pas de règles, précises ou imprécises, concernant l'intégration des personnes ou des groupes au réseau ; au contraire, à Glasgow, en 1983, nous avons adopté un « principe d'ouverture » pour le groupe de coordination et pour le réseau. Il y a plusieurs raisons à cette décision. D'abord, le désir d'avoir dans nos discussions toutes les contributions possibles ; de partager les informations avec tous ceux qui s'y intéressent et d'informer le public dans tous les pays autour de l'Atlantique du Nord des dangers de la course aux armements conventionnels et nucléaires qui passent inaperçus. Dans notre perspective, un Réseau de l'Atlantique du Nord est une création de tous les peuples et de toutes les cultures qui sont autour de cet océan : canadien (francophone ou anglophone), européen, celtique, nordique, féroëse, groenlandais, inuit. Ce n'est pas un réseau « européen » avec des « invités », mais notre réseau, notre projet commun de travail et d'avenir. Cette façon de procéder permet de ne pas exclure les membres du réseau qui veulent inviter d'autres personnes ou d'autres groupes ; toutes les personnes qui s'intéressent à ce projet peuvent nous contacter et participer à leur manière au réseau. Le niveau d'activité des groupes dans le réseau reflète souvent les ressources ou le manque de ressources du groupe, ce qui n'empêche aucunement de se manifester un intérêt et un *engagement* dans ce travail collectif.

Nous n'avons pas de « plateforme politique », c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une position sur l'OTAN ou de prendre une position « idéologique ». Les membres du réseau ont des idées et des positions différentes sur l'OTAN et sur beaucoup d'autres choses ; ils font partie des campagnes nationales qui ont des objectifs

particuliers. La *Campagne contre les bases militaires*, en Islande, a pris position face à l'OTAN, le *CND* en Grande-Bretagne, aussi. Si on travaillait pour adopter une plateforme officielle, que l'on peut qualifier « d'idéologique », il deviendrait impossible d'envisager une collaboration entre les mouvements et les groupes de perspectives diverses. D'ailleurs, le but de la formation d'un réseau n'est pas de formuler une déclaration ou une position *officielle*, mais d'être une table de rencontre et d'échange d'informations pour aider les militants dans chacun des pays à se coordonner, dans le but de collaborer. Il est très important de dépasser une sorte de nationalisme, ou une perspective limitée à un seul contexte national ; il est nécessaire de voir la situation de chacun des pays à l'intérieur d'un contexte global.

Il ne s'agit pas d'une alliance basée sur une politique de confrontation, mais d'une alliance de militants articulée sur une *politique alternative de la coexistence*. Coexistence veut dire que nous acceptons que nous soyons très divers dans nos approches et qu'il n'est pas nécessaire que nous ayons des idées homogènes. Cette hétérogénéité ne se retrouve pas seulement au niveau des idées, mais aussi au niveau de la culture, de la langue et de l'histoire des mouvements dans chacun des pays. Ce qui est important, c'est que nous nous comprenions dans nos positions différentes et que nous fassions un effort pour nous soutenir, que ce soit au niveau des moyens d'information, en soutenant les arguments d'un mouvement dans un autre pays, ou au niveau de la réalisation des projets communs : manifestations le même jour (ce qui implique une publicité internationale dans la presse), actions coordonnées (qui peuvent aller de trois personnes à trois cent mille personnes).

Le but de la visite au Canada

et aux États-Unis du groupe coordonnateur, en mars/avril 1984, était de rencontrer une première fois les militants de ces pays et d'amorcer un dialogue. Il est évident qu'un échange d'informations et de connaissances est nécessaire avant que les groupes en Amérique du Nord puissent participer au réseau. Le plus important, actuellement, est qu'ils puissent participer à la préparation du programme de la conférence de Reykjavik. Nous voulons que ce soit une conférence préparée par le Réseau de l'Atlantique du Nord. Nous voulons une participation active de la part des groupes du Canada et des États-Unis, de toutes les cultures et de tous les peuples. Cette visite fut limitée par nos ressources et nos contacts furent limités par le temps, mais la réponse à Montréal, Ottawa, Boston et New York fut fort encourageante. Nous avons aussi pris contact avec l'*Inuit Circumpolar Conference* du Groenland et du Canada et avec le *Folk fyrí Fíoi* des îles Féroé.

La conférence à Reykjavik est envisagée comme une étape importante dans la création du réseau. Le thème général de la conférence est *Une Conférence pour un réseau des mouvements pour la paix de l'Atlantique du Nord — la construction d'une Alliance alternative*. Le programme de la conférence a circulé dans le réseau et nous avons discuté et échangé des idées sur le format et le contenu du programme durant notre visite au Canada et aux États-Unis. Le programme proposé pour la conférence sert, en quelque sorte, de document de discussion et nous aide à formuler les thèmes et les questions dont nous voulons discuter. Il est nécessaire de créer un langage commun, un cadre conceptuel dans lequel nous pouvons communiquer et nous comprendre. En Europe, ce dialogue existe depuis trois ans, dans le réseau « européen », depuis un an, dans le

190 réseau entre Européens et militants de la côte est de l'Amérique du Nord, depuis quelques mois.

À Reykjavik, il y aura des questions de fond à discuter : comment peut-on travailler ensemble, quelles stratégies adopter, quels objectifs retenir ? Dans le programme proposé, nous avons formulé des objectifs à « long terme » pour le réseau, et à « court terme » pour la conférence. Le réseau est en pleine évolution et les objectifs peuvent être modifiés ou développés avant, pendant et après la conférence, par consensus.

Le but premier de la conférence est de créer des rapports de travail directs entre des individus, des groupes locaux et des campagnes nationales en créant des liens de confiance et d'amitié entre les participants. Il y aura entre 80 et 100 personnes, ce qui permet la création de petits groupes de travail, et un forum plénier d'une taille qui ouvrira sur une grande participation. Le premier jour, des informations de base seront fournies à tous les participants. Personne n'a besoin d'être un « spécialiste » de la stratégie militaire pour participer à la conférence, et notre but n'est pas de former de tels « experts » : l'information technique est nécessaire, mais c'est la *perspective politique* qui est essentielle pour comprendre la signification politique de ces stratégies. Nous devons comprendre la nature de la course aux armements conventionnels, et sur-

tout nucléaires, entre les deux superpuissances ; mais le plus important est de reconnaître la *politique de confrontation* qu'elles poursuivent (particulièrement les États-Unis et l'OTAN avec l'introduction d'environ 4 000 missiles de croisière conventionnelles et nucléaires) et le besoin d'une *vraie* politique de coexistence.

Le second but de la conférence est d'envisager les conséquences environnementales, économiques, culturelles et sociales de la pollution nucléaire de l'Atlantique du Nord. Les Inuits, les Islandais, les habitants des îles Féroé, entre autres, sont entièrement dépendants de la pêche et de leur environnement local. Les déchets nucléaires, les accidents nucléaires, sans parler d'un « échange nucléaire limité », pourraient détruire leur base économique, leur société et leur culture. Mais, n'oublions pas que nous vivons tous au bord de cet océan et que les poissons nagent librement dans la mer !

Les objectifs de la conférence se situent dans les perspectives à long terme du réseau. Le déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II* en Grande-Bretagne, en Italie, en Belgique, en Hollande et en Allemagne fédérale est au centre des débats publics en Europe et ailleurs. Mais le public, et même les militants dans les mouvements européens en général, ne sont pas au courant qu'à partir de juin 1984, 758 missiles de croisière nucléaires à lancement marin seront déployés dans les sous-marins « d'attaque » de la marine des États-Unis. La militarisation des océans : l'Atlantique du Nord, la Méditerranée, le Pacifique... est « invisible » sauf quand on veut faire de la propagande contre « l'autre », l'ennemi. Informer les militants et le public est donc une activité de longue perspective, un programme pour trois ans et plus.

Il y a déjà d'autres réseaux qui traitent de la militarisation de la

Méditerranée (les mouvements du sud de l'Europe, en particulier le CODENE français — Comité pour le désarmement nucléaire en Europe) et du Pacifique (le Japon, l'Australie, les îles de Belau et d'autres) ⁴. Les 758 *Cruise* seront déployés dans l'Atlantique du Nord, mais aussi dans le Pacifique, la Méditerranée et ailleurs... Il est nécessaire de considérer les développements dans l'Atlantique du Nord dans le contexte global des stratégies des superpuissances. Pour utiliser les mots de Jack O'Dell, membre du *American Friends Service Committee* :

[...] le déploiement des armes nucléaires est en lui-même une forme d'intervention et d'intimidation militaire — qui fait partie de la stratégie générale de déstabilisation des régions entières du monde pour justifier l'escalade de la course aux armements et maintenir le *statu quo*.

Un objectif du réseau est de créer des liens, de développer des échanges d'informations et de connaissances personnelles entre les groupes, dans les réseaux différents. Nous avons invité des groupes de ces réseaux à la conférence de Reykjavik afin d'entamer un discours.

Les discussions sont à peine amorcées. À Reykjavik, il y aura une interrogation majeure sur l'alternative que nous souhaitons adopter, le type d'alliance de militants et de mouvements que nous pouvons créer ensemble, les initiatives que nous pouvons envisager, le niveau auquel cette alliance pourrait fonctionner, les moyens de la coordonner et les stratégies politiques pouvant faciliter la réalisation des tâches.

Que veut dire une « Alliance alternative » pour la paix ? Arrêter la course aux armements et la confrontation militaire dans l'Atlantique du Nord veut dire *changer la politique de confrontation* entre les États-Unis et l'Union soviétique. Il est donc nécessaire de créer une politique alternative de coexistence,

une vraie politique de coexistence, et non pas la « guerre froide ». Il y a déjà des pays qui ont des positions « non-alignées » ou de « neutralité », comme l'Irlande, la Finlande, la Norvège, la Suède, l'Autriche, et d'autres qui essaient de se situer entre les « blocs ». Tous ces pays offrent des « modèles » d'une certaine coexistence, mais dans quelle mesure est-il possible d'exister entre deux blocs qui se confrontent ?

Une alliance alternative des militants, dans le réseau, a besoin de créer des rapports de coexistence entre ses membres ; des rapports humains, fondés sur la compréhension, le respect et la tolérance. Il leur faut élaborer des rapports de travail et de coopération qui correspondent à nos idées et qui nous permettent de développer des *concepts alternatifs* de coexistence et de paix. La diversité culturelle ne devrait pas être une source de conflit pour nous, mais un enrichissement. Tout en partageant les mêmes espoirs et les mêmes objectifs, nous pouvons participer de façon différente avec des priorités diverses. Il est évident que le mouvement des femmes, les femmes de la Commune de Greenham et toutes les femmes dans les mouvements pour la paix (où elles sont bien représentées), ont beaucoup contribué à cette discussion sur les rapports humains, les rapports de travail et nos objectifs politiques.

À Glasgow, en 1983, nous n'avons pas seulement parlé de « stratégies » ; nous sommes sortis manger ensemble, prendre un verre, voir un spectacle parce que nous ne sommes pas de froids « intellectuels », ni des bureaucrates sans engagement, mais des militants pour la paix et pour qui l'amitié et la paix vont de pair⁵.

Il y a beaucoup d'initiatives qui pourraient contribuer à une diminution de la confrontation dans l'Atlantique du Nord et ainsi contribuer à la sécurité globale. Il en existe

déjà plusieurs dans différents pays. À New York, la *Coalition for a Nuclear Free Harbor*, une coalition impressionnante de groupes nationaux et locaux, s'organisent pour empêcher la création d'une base marine dans le port de New York, à Staten Island. La Marine veut stationner le « Iowa Task-Force » avec l'ancien cuirassé « Iowa » et d'autres navires qui seraient équipés avec des missiles de croisière nucléaires. Cette « force navale » fait partie de la « Force de déploiement rapide » qui serait à même d'intervenir partout dans le monde (comme a fait le cuirassé New Jersey, au Liban), et qui serait déployé dans le nord-est de l'Atlantique entre l'Islande et les pays scandinaves.

En Islande, la *Campagne contre les bases militaires* s'oppose à l'agrandissement des bases militaires de la marine des États-Unis, à toutes les installations de surveillance et au centre de commande en construction — qui pourraient servir de base de contrôle en cas de guerre nucléaire « limitée » dans l'Atlantique du Nord. En Écosse, les groupes locaux et nationaux s'opposent à l'implantation des sous-marins *Trident*, munis des missiles stratégiques, que le gouvernement britannique veut acheter pour remplacer les sous-marins munis d'anciens missiles stratégiques, *Polaris*. Cela représenterait une multiplication par dix de la force de frappe « indépendante » britannique. Ils s'opposent aussi à la base des États-Unis dans le Holy Loch, près de Glasgow, et à toutes les installations de surveillance et de commande situées en Écosse et qui servent dans les stratégies militaires de l'OTAN et des États-Unis.

Le Parlement des îles Féroé a déclaré que les îles sont une zone dénucléarisée. Les efforts en vue d'établir une zone nordique dénucléarisée comprenant la Norvège, le Danemark, l'Islande, la Suède, la Finlande et les îles Féroé ont pour

objectif de faire adopter cette zone par les gouvernements de ces États, sous forme de traité, et de la faire reconnaître par l'Assemblée nationale des Nations-Unies. En France, le CODENE propose un « gel » sur la recherche, le développement et le déploiement de la force de frappe française déployée par les sous-marins dans l'Atlantique.

Depuis 1977, la « Conférence circumpolaire » des Inuits a proposé que l'Arctique soit utilisé seulement pour des objectifs pacifiques à l'abri de la détérioration de l'environnement. En 1983, ils ont adopté une résolution appelant à la création d'une zone dénucléarisée de l'Arctique. Ils s'opposent aux essais des missiles de croisière, à l'installation de mini-réacteurs nucléaires *CANDU* dans l'Arctique canadien et à l'emplacement de missiles *MX* en Alaska.

Les stratégies militaires des États-Unis et de l'OTAN dans l'Atlantique du Nord ne s'appuient pas uniquement sur des missiles nucléaires, mais sur tout un ensemble de bases militaires et de systèmes de surveillance, de communication, de commande et de contrôle. Le Canada est situé entre les États-Unis et l'URSS, directement sous les trajectoires des missiles et des avions de bombardement, joue un rôle très important dans le NORAD (North American Defense), à cause de son système d'alerte contre les attaques d'avions soviétiques. Il y a aussi les stations de radar de la ligne « DEW-line » et « Pinetree », dans le Nord canadien, qui servent à détecter des bombardiers soviétiques ; et les sites de communication « Green Pine » qui transmettent les ordres au bombardiers du « Strategic Air Command » des États-Unis.

À Terre-Neuve, la marine américaine a un terminal SOSUS pour la détection des sous-marins soviétiques dans l'Atlantique de l'Ouest et une station radio « BF » (basse



fréquence) de commande des sous-marins ballistiques et des sous-marins *hunter-killer* de la marine des États-Unis. Tous ces systèmes, dits « défensifs » peuvent être aussi bien utilisés dans des stratégies offensives.

Le Canada, comme membre de l'OTAN, a des engagements militaires en Europe et dans l'Atlantique du Nord. CAST (Canadian Air-Sea Transportable) est une brigade de l'armée, avec l'unique rôle de « renforcer » la Norvège et un certain nombre de frégates, destroyers et avions anti-sous-marins dans l'Atlantique du Nord. Il y a aussi les accords bilatéraux entre les États-Unis et le Canada qui font que, même si le Canada quittait l'OTAN, il serait toujours impliqué dans les stratégies militaires des États-Unis. Il faut se demander que serait le rôle d'autres installations militaires au Canada, en temps de crise ou de guerre, qui seraient utilisées par les États-Unis ? Le Canada est un otage, avec ou sans missiles nucléaires sur son territoire, il est une cible dans toute confrontation nucléaire, à cause de son rôle intégral dans les stratégies nucléaires de l'Atlantique du Nord.

Au Canada, des campagnes diverses pour la paix et contre la militarisation pourraient apporter beaucoup au Réseau de l'Atlantique du Nord, dans notre campagne pour un Atlantique du Nord démilitarisé et dénucléarisé, et vice versa.

Jan Williams

Jan Williams est coordonnatrice du Comité du DNE à Glasgow et du Réseau de l'Atlantique du Nord.

NOTES

¹ Ces deux citations sont tirées du Rapport spécial du DNE (Désarmement nucléaire en Europe) et intitulé *North Atlantic Network : The Alternative Alliance*. Ce rapport est disponible à l'adresse suivante : END, Southbank House, Black Prince Rd., Londres, SE1 7SJ, Grande-Bretagne.

² Ce comité de coordination était formé d'un représentant des regroupements suivants : *No to Nuclear Weapons* de la Norvège et

du Danemark ; *Campaign Against Military Bases* de l'Islande ; le *CND* de l'Écosse ; et *END* de Glasgow.

³ Ce document intitulé *A Nordic Nuclear Weapon Free Zone* peut être obtenu de John Grepstad, No to Nuclear Weapons (Norway), Youngsat 7, Oslo 1, Norvège.

⁴ Pour plus d'information voir *The Deadly Connection : Nuclear War and US Intervention* du American Friends Service Committee, 2161 Mass. Ave., Cambridge, Massachusetts, USA, 02140.

⁵ La philosophie de la non-violence est fondée sur une perspective particulière du pouvoir : pouvoir populaire et non pas hiérarchique. Elle insiste que les peuples ont le pouvoir de réaliser leurs propres vies et elle cherche à trouver des structures collectives qui ne soient pas fondées sur une division entre ceux qui décident et ceux qui subissent. Donc, sur un premier plan, les militants doivent travailler pour changer les pratiques secrètes de leurs propres gouvernements sur les questions nucléaires et celles de la « défense ». Ils doivent aussi veiller à ce que le public participe aux discussions et décisions concernant sa propre défense, que les gouvernements reconnaissent que ces questions sont d'ordre politique et non militaire, et que ces décisions soient prises par un processus démocratique populaire, et non par des bureaucraties militaires. (Les vrais « secrets » militaires actuels ne sont pas ceux que cachent l'URSS, mais ceux qui sont cachés des peuples de chaque pays, par leur propre gouvernement.) Les bureaucraties militaires se situent dans les stratégies de confrontation des deux « blocs » et dans la politique de la guerre froide.